



HAL
open science

Contre la pauvreté, une économie à l'épreuve de l'expérience

Pierre Boisard

► **To cite this version:**

Pierre Boisard. Contre la pauvreté, une économie à l'épreuve de l'expérience : À propos de deux livres d'Esther Duflo. *Revue Esprit*, 2010, 2010 (3-4), pp.184-188. halshs-00461271

HAL Id: halshs-00461271

<https://shs.hal.science/halshs-00461271>

Submitted on 16 Jun 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Contre la pauvreté, une économie à l'épreuve de l'expérience¹

À propos de deux livres d'Esther Duflo

La crise de l'automne 2008 ne s'est pas limitée à la faillite de Lehman Brothers et d'autres institutions financières, c'est l'économie comme discipline qui a vu sa cote tomber au plus bas. Cette autre faillite n'a pas semblé émouvoir outre mesure les économistes. On aurait tort cependant de mettre toute l'économie académique dans la même corbeille. Stiglitz et Krugman, pour ne citer que les plus célèbres, n'ont pas attendu la crise pour pointer l'irréalisme de l'économie standard.

Les deux petits livres passionnants qu'Esther Duflo vient de publier au Seuil dans la collection La République des idées apportent la preuve que l'économie peut, à condition d'abandonner ses hypothèses de rationalité substantive et d'information parfaite, s'intéresser à la réalité et aider à la résolution des problèmes les plus graves auxquels une part de l'humanité est confrontée. Ces deux livres : *Le développement humain* et *La politique de l'autonomie* renouent avec les préoccupations fondamentales de l'économie classique : la lutte contre la rareté, en l'occurrence la pauvreté. Esther Duflo, titulaire de la chaire « savoirs contre pauvreté » au collège de France et professeur d'économie au MIT, y aborde quatre dimensions essentielles de l'accession à l'autonomie, terme qu'elle préfère à celui, traditionnel en économie, de richesse : l'éducation, la santé, la micro finance et la lutte contre la corruption.

Nul besoin d'avoir des connaissances particulières en économie pour suivre le propos, clair et didactique sans être pesant, de l'auteur. À la différence de l'économie standard qui emprunte généralement une démarche hypothético déductive n'entretenant que de lointains rapports avec la réalité, l'approche d'Esther Duflo procède par induction, se confrontant d'emblée au réel, que ce soit dans la formulation des questions que dans la vérification des réponses. Elle n'avance rien qui ne soit fondé sur des travaux de terrain, ceux qu'elle mène elle-même en équipe, en Inde ou au Kenya, et d'autres, notamment ceux réalisés au Mexique.

Tout l'intérêt des travaux d'Esther Duflo et des enseignements qu'elle en tire c'est qu'ils ne se contentent pas d'énoncer des lois générales et abstraites dont le défaut majeur n'est pas qu'elles seraient fausses, mais d'être inopérantes du fait de leur niveau de généralité. Ainsi, tous les économistes s'accordent sur la rentabilité des programmes d'éducation des jeunes d'amélioration de la santé, de développement de l'économie locale et d'éradication de la corruption. Mais il ne suffit pas de mettre en équation et de valider par des tests économétriques la rentabilité des programmes d'éducation ou de santé, il reste à les mettre en œuvre efficacement ce qui s'avère particulièrement complexe dans les pays les plus pauvres. Devant l'échec de certains programmes d'éducation, certains tirent la conclusion qu'il n'est pas rentable d'investir dans l'éducation des pauvres. Esther Duflo montre que les échecs sont causés par des obstacles qui n'avaient pas été pris en compte. Seule l'étude de terrain permet de comprendre ce qui fait obstacle à l'amélioration de la santé, à la participation aux programmes d'enseignement et ce qui favorise la corruption et les raisons pour lesquelles le micro crédit contribue à l'autonomie des femmes.

¹ Article paru dans la revue [Esprit](#) de mars 2010

Pour que les investissements soient utiles, il faut qu'ils ne soient pas détournés de leur finalité par des obstacles liés aux situations de dénuement. On peut illustrer ce point par les cas présentés par Esther Duflo, en matière d'enseignement primaire et secondaire. On se trouve confrontés à plusieurs difficultés quand on veut généraliser l'école : recruter des enseignants, trouver des locaux, convaincre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Se pose d'abord la question des indicateurs pertinents. Les taux de scolarisation ont fortement augmenté dans la plupart des pays mais cela reflète-t-il un accroissement réel de la participation des enfants aux programmes scolaires ? À s'en tenir au seul indicateur du taux d'inscription on pourrait sans doute conclure à la non rentabilité de l'investissement dans certains programmes de scolarisation. Or ce que montre le travail de terrain c'est que l'inscription ne signifie pas une assistance régulière. En effet, lorsque les conditions sont défavorables, une forte proportion d'enfants inscrits n'assiste pas aux cours. Le taux d'inscription n'est donc pas un bon indicateur, c'est l'assistance aux cours, plus difficile à mesurer, qu'il faut prendre en compte.

La gratuité de l'inscription et même des livres ne suffit pas, pour que les enfants aillent à l'école. L'étude de terrain révèle une série de difficultés que les économistes ignorent généralement. Ainsi, les parents sont confrontés à un coût d'opportunité lorsqu'ils doivent renoncer à l'aide, parfois indispensables, de leurs enfants. En outre, il arrive que les enfants soient malades ou affaiblis par des parasites et ne puissent de ce fait se rendre à l'école. On le comprend, la question ne se pose pas de la même manière dans les régions pauvres, telles que le Rajasthan, que dans les pays riches. Ne pas tenir compte des conditions difficiles d'existence conduit à un raisonnement dépourvu de sens pratique. C'est justement tout l'intérêt de la somme impressionnante des travaux auxquels a contribué Esther Duflo et de tous ceux qu'elle mobilise que de s'efforcer de ne rien ignorer des conditions réelles dans lesquelles se posent ces questions. Pourquoi les enfants sont-ils absents, que font-ils réellement en classe, que font les enseignants ? Ces questions appellent des réponses et des solutions concrètes adaptées aux situations locales. Il faut, par exemple, adapter les horaires des classes afin de permettre aux enfants de participer aux travaux qui requièrent leur présence, il faut aussi convaincre les parents que l'enseignement dispensé à leurs enfants leur permettra d'accéder à des emplois plus rémunérateurs. L'absence des enfants est aussi la conséquence d'un mauvais état de santé lié à des parasitoses dues à des vers intestinaux. Or, il suffit d'un comprimé tous les six mois pour prévenir les infections les plus courantes. Enfin, pour que l'école serve à quelque chose, il importe que les enseignants soient réellement présents et motivés. Au Rajasthan, l'ONG Seva Mandir organise des petites écoles dans des villages pauvres dont les enseignants sont des habitants ayant terminé leurs études secondaires ou primaires supérieures. Une enquête a révélé que ces instituteurs étaient absents 44% du temps. Pour réduire l'absentéisme, l'association a institué dans certaines écoles un bonus récompensant la présence. Le taux d'absentéisme a baissé de moitié dans les écoles expérimentales.

L'approche économique consiste aussi à mettre en rapport le coût des moyens investis avec ce qu'ils produisent, en particulier lorsque les ressources sont limitées. Au Kenya, l'évaluation montre que la distribution gratuite d'uniformes, ils sont obligatoires, revient à 61 dollars par année supplémentaire pour les filles et à 121 dollars pour les garçons, les bourses au mérite coûtent 210 dollars, tandis que le déparasitage revient à 3,5 dollars et l'information des parents sur les avantages procurés par l'éducation à 2,5 dollars. En situation de pénurie, il va de soi que ces deux dernières mesures doivent être privilégiées.

L'apport des travaux d'Esther Duflo ne se limite pas au domaine de l'éducation, elle s'est intéressée également à la santé, au microcrédit et à la corruption. Dans chacun de ces domaines, ses expérimentations apportent des éclairages nouveaux. En matière de santé, elle démontre que la puissance publique doit consentir un effort financier pour faciliter et encourager l'accès aux soins préventifs. Par exemple, la distribution gratuite de moustiquaires imprégnées d'insecticide incite ceux qui en ont bénéficié à en acheter par la suite et favorise l'accès à d'autres soins. Elle insiste particulièrement sur l'importance de l'effort d'information et de sensibilisation consenti par les autorités publiques et sur l'attention qu'elles doivent porter au maintien de leur crédibilité. À cet égard, la campagne de stérilisation menée en Inde a ruiné la crédibilité gouvernementale et pèse sur l'ensemble de sa politique sanitaire qui est perçue avec méfiance par les populations des régions les plus pauvres.

L'originalité des travaux d'Esther Duflo ne réside pas uniquement dans son objet, la lutte contre la pauvreté, elle tient à sa méthode, inspirée des essais cliniques, l'expérimentation aléatoire. Celle-ci consiste à évaluer l'efficacité de programmes pilotes en introduisant des éléments de hasard dans leur mise en œuvre. C'est-à-dire que l'échantillon témoin et l'échantillon traité sur lequel est testé le programme sont constitués de manière aléatoire. Cet artifice permet d'importer la méthode expérimentale dans les sciences sociales, domaine où on la considérait généralement comme inapplicable. En effet, en sciences sociales, la méthode expérimentale s'avère difficilement applicable sur le terrain et peu significative en laboratoire. C'est la raison pour laquelle, on a habituellement privilégié la méthode comparative. En sciences expérimentales, l'expérimentation consiste à tester l'effet de la variation d'une variable, *ceteris paribus*. Or ce contrôle de toutes les variables, se révèle quasi impossible en sciences sociales car cela impliquerait de connaître *a priori* toutes les variables en jeu et d'avoir les moyens de les contrôler. Lorsqu'on étudie l'effet d'une mesure donnée, par exemple, comme on l'a fait récemment, l'effet du RSA sur le retour à l'emploi, une des problèmes les plus délicats, consiste à s'assurer que les différences dans le retour à l'emploi entre le groupe témoin et le groupe expérimental sont bien dues au dispositif étudié et non à d'autres variables cachées.

En faisant intervenir le hasard dans la constitution des échantillons on échappe en principe au problème du biais de sélection. En effet, on peut légitimement présumer que les différents échantillons ont des caractéristiques similaires et que, par conséquence, les écarts observés ne sont imputables qu'à la seule variable testée. Cette technique ingénieuse et peu coûteuse permet de choisir, parmi différentes solutions possibles, la plus efficace pour un coût donné. Mais, elle ne permet pas par elle-même de comprendre pourquoi. C'est un point sur lequel le propos d'Esther Duflo est quelque peu ambigu, laissant implicitement croire que l'expérimentation aléatoire apporterait des lumières sur les causes du succès ou de l'échec des différents programmes testés. Les explications qu'elle apporte proviennent en fait de sa connaissance du terrain qui relève d'une véritable enquête sociologique. La conception même de l'expérimentation suppose un travail préalable d'analyse, une bonne connaissance des conditions d'existence locales et des liens étroits avec les associations et les institutions impliquées dans la lutte contre la pauvreté. Ce n'est qu'à ces conditions que l'expérimentation est instructive. On peut d'ailleurs se demander quel est précisément l'apport de la méthode expérimentale par rapport à une enquête socio économique de terrain, sinon qu'elle a la valeur de test.

Telle qu'utilisée par Esther Duflo, la méthode de l'expérimentation aléatoire, présente un intérêt heuristique, à condition toutefois d'être mise en œuvre par des chercheurs ayant une bonne connaissance du terrain et travaillant en relation avec des associations locales et des ONG. Mais elle comporte également un danger potentiel, celui de tout subordonner à l'efficacité sur la base d'une pure analyse économique. Ce danger n'est pas imaginaire, on en voit des prémices dans certaines expérimentations récentes menées par Martin Hirsch, telle que la cagnotte anti absentéisme scolaire. Le critère d'efficacité n'est pas suffisant à lui seul, il doit être subordonné à des critères de légitimité morale et politique. La preuve expérimentale de l'efficacité d'un dispositif ne saurait suffire à définir une politique globale s'il a pour effet de remplacer le débat et la prise de conscience par des mécanismes d'incitation financière. Une des expérimentations réalisée en Inde fait apparaître que le taux de vaccinations complètes augmente lorsque les familles qui font vacciner leurs enfants reçoivent un kilo de lentilles. Dès lors qu'une incitation modeste permet d'obtenir un bénéfice collectif, ce qui est de toute évidence le cas dans cet exemple, on serait tenté de recourir systématiquement au recours aux incitations. Mais ce qui, en l'occurrence, paraît justifié, mérite plus ample réflexion. Tout d'abord, quelque soit le cas de figure, le pragmatisme ne doit pas conduire à faire l'impasse sur l'information, et l'éducation afin d'aboutir à une prise de conscience collective. En second lieu, le mécanisme des incitations financières, utilisé comme technique de gouvernement, est au cœur même du néolibéralisme. Ce mécanisme qui fait appel à la rationalité d'individus maximisateurs simplifie l'art de gouverner en le réduisant à de simples techniques. Il ne serait alors plus besoin de délibérer, d'expliquer et de convaincre, dès lors qu'un mécanisme d'incitation financière aurait fait ses preuves expérimentales. Il n'est bien sûr pas dans mon propos de porter cette accusation contre Esther Duflo, mais de mettre en garde contre une lecture et un usage possibles de méthodes expérimentales dont la portée et le sens doivent être subordonnés à une réflexion morale et politique.